

## **Le colloque « Sauver le Bien Commun » tient ses promesses... de greenwashing**

Nous avons récemment exprimé notre crainte que le « Common Good Summit » organisé les 19 et 20 mai 2022 par Toulouse School of Economics (TSE), Challenges et « Les échos Le Parisien Evènements » ne soit un summum du greenwashing<sup>1</sup>. Dans leur commentaire à notre article sur Mediapart, les organisateurs du colloque, Christian Gollier et Vincent Beaufils, nous ont invités à y assister, garantissant qu'ils n'étaient pas là pour « servir la soupe » aux responsables économiques. Nous sommes donc allés sur place, et étions présents aux trois premières conférences dédiées aux problématiques climatiques : « Réduire son empreinte carbone : comment fait-on ? », « La neutralité carbone sans perdre de croissance » et « Manger différemment ». À aucun moment la possibilité n'a été offerte au public de poser des questions. La seule contradiction fut apportée par des militants d'ANV COP21, qui s'invitèrent pour faire entendre des voix dissonantes par rapport au ton général du congrès. Toutefois, leurs interventions furent censurées sur le live vidéo de l'événement. C'est donc ici que nous présenterons les questions, objections et analyses qui n'ont pas pu être exprimées lors de ces conférences.

### **Conférence « Réduire son empreinte carbone : comment fait-on ? »**

L'entreprise Exxon Mobil, représentée par son directeur européen, a confirmé qu'elle continuerait à exploiter des énergies fossiles, mais en utilisant la technique du stockage de carbone en sous-sol. Cela lui permettrait par exemple d'accompagner la production d'hydrogène à partir de gaz naturel ou d'électricité dans des centrales à charbon en stockant le CO<sub>2</sub> émis dans des cavités souterraines.

Face aux chiffres annoncés par l'entreprise et au pari que constitue cette nouvelle technologie, on aurait aussi aimé entendre des scientifiques : *a minima* des géologues pour discuter de la dissolution des roches causée par le CO<sub>2</sub>, des potentielles fragilités de la roche censée l'emprisonner, des incertitudes sur la fiabilité sur plusieurs siècles d'un tel stockage, et des évaluations du volume disponible ; des climatologues pour nous présenter les derniers résultats sur les risques climatiques considérables induits par les fuites de méthane dans les exploitations actuelles de gaz naturel (thématique évacuée en une demi-phrase par le dirigeant d'Exxon : « nous allons travailler dessus ») et sur les conséquences climatiques des fuites d'hydrogène<sup>2</sup> ; des spécialistes des bilans de gaz à effet de serre pour nous dire si, au final, en prenant en compte toutes les étapes du cycle de vie de cette nouvelle technologie, elle serait vraiment pertinente et, si oui, pour quels usages. Mais de tout cela, il n'a pas été question. Car, contrairement à ce que la session introductive de ce colloque pouvait laisser penser, il n'y avait pas ici réunis des scientifiques susceptibles d'apporter un éclairage sur des questions aussi complexes, mais plutôt des entreprises, des politiques, des débats animés par les journalistes de la presse économique et une seule discipline universitaire représentée : l'économie orthodoxe. Les économistes présents n'ont toutefois pas exposé de données sur le coût de cette nouvelle technologie ni sur sa pertinence financière dans le spectre des outils de décarbonation, chose qu'on aurait pourtant *a minima* pu attendre d'eux.

À l'écoute d'un industriel comme Exxon nous présentant sa nouvelle feuille de route, on ne peut s'empêcher de penser : « que savent-ils qu'ils ne nous disent pas ? ». S'il n'y a sans doute pas meilleur expert au monde qu'une multinationale gazière pour connaître les limites et les problèmes potentiels du stockage de CO<sub>2</sub> en sous-sol, il ne faut cependant pas en attendre d'elle une présentation objective. Alors qu'il a été démontré qu'Exxon a participé à la fabrication du doute climatique depuis les années 1970<sup>3</sup>, faudra-t-il également des décennies d'enquête pour connaître la réalité des données des centres de R&D d'Exxon sur le stockage en sous-sol ? Faudra-t-il attendre que les zones où ils auront stocké du carbone se mettent à fuir, provoquant un emballement climatique ? Tout ça pour prolonger un mode de développement insoutenable...

Enfin, il y avait un « éléphant dans la pièce », un sujet d'importance laissé sous le tapis. Le dernier rapport du GIEC rappelle que la diminution drastique de la production d'énergie fossile est inévitable pour respecter l'accord de Paris. Du point de vue des entreprises pétrolières, « limiter le réchauffement à 2 °C ou 1.5 °C va créer des actifs échoués, dont les infrastructures fossiles et des ressources fossiles non brûlées. L'impact économique de ces actifs échoués pourrait se chiffrer en milliers de milliards de dollars »<sup>4</sup>. Stockage en sous-sol ou pas, ces compagnies doivent donc renoncer à tirer profit d'un grand nombre de ressources fossiles en cours ou en projet d'exploitation<sup>5</sup>. Il est essentiel, en particulier dans une conférence avec un prisme d'« économie », de savoir si de tels acteurs reconnaissent ces résultats scientifiques et comment ils les intègrent dans leur stratégie d'entreprise. Une question décisive à poser aujourd'hui aux Majors des énergies fossiles est la suivante : comment comptez-vous abandonner à court terme l'exploitation des ressources et des infrastructures qui vous est si profitable mais qui met en péril l'habitabilité de notre planète ? En refusant de l'aborder, et en laissant Exxon développer son argumentaire sur la réduction de son empreinte grâce à la capture de carbone en sous-sol, TSE et Challenges se rendent complices de la désinformation pratiquée par les grandes Majors autour des enjeux climatiques<sup>6</sup>.

### **Conférence « La neutralité carbone sans perdre de croissance »**

Malgré l'intitulé de cette conférence, pas un seul argument n'est venu étayer le présupposé selon lequel il serait *effectivement* possible d'atteindre la neutralité carbone sans perdre de croissance. En fait, l'idée qu'il suffise d'atteindre un découplage absolu entre émissions de CO<sub>2</sub> et PIB, qui permettrait au PIB de croître et aux émissions de CO<sub>2</sub> de diminuer, est de plus en plus difficile à soutenir. Si le dernier rapport du GIEC mentionne que quelques dizaines de pays ont réussi à atteindre un découplage absolu entre 2015 et 2018<sup>7</sup>, il est aussi clair sur le fait que ce « découplage absolu n'est pas suffisant pour éviter d'épuiser le budget d'émissions de CO<sub>2</sub> restant dans le cadre d'un réchauffement mondial limité à 1,5 °C ou 2 °C et pour éviter une rupture climatique ». De nombreuses autres citations viennent compléter ou appuyer ce propos<sup>8</sup>. C'est à partir de ce constat-là que nous devons construire la suite, et donc abandonner les dogmes qui ont bâti l'économie du passé.

Dans cette veine, une phrase a attiré notre attention. Christian Gollier, directeur de TSE et organisateur du colloque, a affirmé: « Avec les technologies d'aujourd'hui, [respecter l'accord de Paris] nécessiterait une forte décroissance »<sup>9</sup>. Comme il est urgent de respecter sans plus attendre l'accord de Paris<sup>10</sup> et que les technologies de demain ne sont par définition pas encore disponibles, on va pouvoir commencer à discuter sérieusement avec des économistes lucides de la mise en place d'une politique qui pourrait conduire à une décroissance de la production de biens et de services, et de ce que cela impliquerait pour les revenus et la protection sociale. Monsieur Gollier, vous êtes d'ores et déjà invité à un séminaire que nous organiserons à ce sujet.

Par ailleurs, BNP Paribas a vanté sa réorientation totale pour s'aligner sur l'enjeu écologique et le développement humain, notamment en finançant des fermes tenues par des femmes au Sénégal. Mais personne n'était là pour demander à son représentant si la banque comptait continuer à financer largement les énergies fossiles, sachant qu'elle est la banque française qui investit le plus dans ce domaine et qu'elle figure dans le top 10 mondial des banques de ce point de vue (142 milliards de dollars<sup>11</sup> entre 2016 à 2021 et un nouveau prêt à Total Energies de 8 milliards de dollars en avril dernier<sup>12</sup>). Cela dit, BNP Paribas a donné des éléments de réponse en expliquant que la lutte contre le tabagisme ne s'était pas faite par un désinvestissement des banques dans Philip Morris et que si l'une d'entre elles arrêtait de financer, d'autres banques continueraient. Cet argument cynique<sup>13</sup>, qui justifie les pratiques les plus indéfendables par la pression de la concurrence, illustre le refus de remettre en cause les fondements idéologiques d'un système économique qui mène au désastre. Dans ce sommet sur le bien commun, il n'aura donc pas été proposé de remettre en cause la centralité de la compétition dans les relations commerciales, et plus généralement internationales. BNP Paribas nie ici le rôle qu'elle pourrait jouer dans la promotion d'une coopération mondiale sur la sortie des énergies fossiles

et personne parmi les autres intervenants du congrès n'est venu exposer cette option. Ce point illustre encore une fois les raisons pour lesquelles TSE aurait eu tout à gagner à convier une pluralité d'acteurs et de points de vue à la tribune : difficile de voir les œillères de son voisin lorsque l'on porte les mêmes.

### Conférence « Manger différemment »

Le ton est rapidement donné par une question de la journaliste, posée au PDG de In Vivo : « Expliquez-nous donc pourquoi le bio n'est pas la solution ». Tout ça pour ça ?? Un colloque avec des prix « Nobel » venus du monde entier, des gros projecteurs, les médias mobilisés, des milliers de gens connectés, et une introduction sur le rapport du GIEC et le bien commun la larme à l'œil... tout ça pour du *bio-bashing* avec des arguments à deux sous avancés par un industriel de l'agrobusiness international? N'y avait-il vraiment rien de mieux à proposer ?

Profitant de la question, le PDG de In Vivo a présenté sa vision de l'agriculture durable qui est... une agriculture avec des robots ! Mais de qui se moque-t-on ? Alors que la récente crise des semi-conducteurs a rendu l'industrie automobile incapable de satisfaire la demande en voitures, que des tensions inévitables sur les matières premières et les métaux rares se profilent, que la position géopolitique de la Chine (dont dépendent tous nos produits high-tech) est très incertaine, peut-on sérieusement vouloir que notre capacité à *nous nourrir* dépende de notre capacité à fabriquer des robots ?! Cette question, sans doute trop terre à terre, n'a pas été abordée, pas plus que celle du bilan écologique et énergétique d'une agriculture robotisée.

Un deuxième intervenant, président du cabinet de conseil « Bien commun advisory », ne fit guère mieux. Dans une grande tirade pro-viande, il tenta de ridiculiser les végétariens et les végétariens, qualifiés d'idéologues. Et ce alors que chaque rapport du GIEC, en particulier celui sur les terres émergées de 2019, met en avant l'impérieuse nécessité du changement de régime alimentaire et notamment de la diminution des protéines animales afin d'atténuer le réchauffement climatique<sup>14</sup> : l'idéologie n'est donc peut-être pas là où l'on croit. L'intervenant fit cependant appel à « La Science » pour justifier sa position : les prairies sur lesquelles broutent les vaches sont des puits de carbone, donc l'élevage ferait partie de la solution. Certes, les prairies pâturées contiennent des stocks de carbone importants, qu'il convient de ne pas dilapider en les labourant. Cependant, seules les prairies récentes séquestrent chaque année beaucoup de carbone dans leur sol, car au bout de quelques décennies on atteint la saturation<sup>15</sup>. Et dans tous les cas, les quantités de carbone séquestrées sont insuffisantes pour compenser les émissions de méthane des ruminants qui y pâturent<sup>16</sup>. Le bilan des émissions GES du système d'élevage à l'herbe<sup>17</sup> reste donc fortement impactant du point de vue climatique.

L'intervenant mentionna aussi l'Initiative 4/1000 qui postule qu'en augmentant la capacité mondiale de stockage de carbone des sols nous pourrions compenser annuellement la totalité de nos émissions GES. Hélas, non seulement il a rapporté des chiffres totalement faux sur le stockage de carbone par les sols, ce qui pose question sur son expertise dans ce domaine, mais il s'est de plus cantonné au postulat initial du 4/1000, datant de 2015, très exagérément optimiste et scientifiquement périmé. En effet, ce postulat a été fortement revu à la baisse (-60 %) en 2016 par les concepteurs mêmes de l'Initiative, et reste d'ailleurs encore l'objet de critiques et de doutes sur sa faisabilité réelle<sup>18</sup>. Si les pratiques favorisant le stockage de carbone dans les sols agricoles sont évidemment à développer, leur potentiel de captation (de l'ordre de 7 % des émissions nationales pour un pays comme la France, sous des conditions optimales d'adoption et de mise en œuvre, mais toujours avec de fortes incertitudes sur la pérennité du stockage<sup>19</sup>) est très loin d'en faire une solution miracle. Mais, là encore, dans une session sur l'alimentation, pas un seul agronome ! Ainsi, comme beaucoup de pistes écologiques vertueuses mais au potentiel limité, l'Initiative 4/1000 est invoquée sans le recul critique nécessaire, et détournée en promesse farfelue pour servir les opérations d'enfumage et de greenwashing de lobbies de l'industrie agro-alimentaire.

Enfin, dernier point à ce sujet, et pas des moindres : les capacités de captation du carbone dans les sols devraient être considérées comme un bien commun, c'est-à-dire entrer dans la balance pour atteindre une neutralité carbone *globale*. Ainsi, nous avons d'un côté les sols comme puits naturels à même de réduire les concentrations en CO<sub>2</sub> de l'atmosphère et, de l'autre, *l'ensemble* des activités humaines émettrices. Le raisonnement du président de « Bien commun advisory » consiste au contraire à vouloir accaparer ce bien commun pour une filière en particulier, avec une comptabilité carbone erronée et bien arrangeante : l'élevage serait « neutre en carbone » grâce au stockage des sols qu'il permet et pourrait se développer à foison, et il ne resterait plus aux autres filières qu'à se débrouiller avec leurs émissions résiduelles ! Dans une conférence centrée sur le bien commun, voilà un bel exemple de la manière dont des entreprises le considèrent : selon une pensée en silo, permettant à chacun de justifier son propre verdissement, sans considération d'ensemble !

## Conclusion

Au contraire de ce que déclarait le directeur de TSE, Christian Gollier, en introduction de ce sommet, il n'a été aucunement question de sciences concernant les questions écologiques. Aucune confrontation n'a pu avoir lieu, ni avec des scientifiques, ni avec la salle. Il s'agissait seulement d'offrir une tribune à la communication des grandes entreprises. Alors que TSE et l'Université de Toulouse Capitole se targuent d'exigences scientifiques de haut niveau et de « standards internationaux », il ne s'agit en fait de rien d'autre que d'un détournement inacceptable d'une institution publique d'enseignement supérieur et d'une instrumentalisation de la légitimité de la recherche française au profit de pratiques destructrices.

De plus, les aspects sociétaux comme la question des politiques publiques, des choix concernant les modes de vie et les modes de production ont été abordés selon un seul angle : celui d'une régulation par les prix de tous les phénomènes, alors que l'on sait que les enjeux écologiques actuels mettent en conflit des valeurs incommensurables entre elles et irréductibles à des questions économiques. Aucune autre discipline des sciences humaines et sociales ni de tout autre domaine n'était conviée, ni aucune organisation issue de la société civile. Pourtant les enjeux du bien commun et de l'écologie doivent nécessairement croiser une pluralité d'approches et de champs du savoir si l'on veut que la transition écologique et sociale tienne compte de la complexité des enjeux et soit menée de manière démocratique.

*Ce texte est issu des réflexions de l'Atelier d'Écologie Politique (Atécopol), collectif toulousain de plus de 160 scientifiques. Il a été rédigé collectivement par Frédéric Boone, Mireille Bruyère, Guillaume Carbou, Julian Carrey, Christel Cournil, Rémi Douvenot, Michel Duru, Jean-Michel Hupé, Etienne-Pascal Journet, Sylvain Kuppel, Olivier Lefebvre, Émilie Letouzey, Odin Marc, Hervé Philippe, Florian Simatos, Laure Teulières et Laure Vieu.*

---

<sup>1</sup> « Un « sommet du Bien Commun » qui s'annonce comme le summum du greenwashing », [Blog Médiapart de l'Atécopol](#), 11 mai 2022

<sup>2</sup> « Des scientifiques alertent : les fuites d'hydrogène sont 200 fois plus néfastes pour le climat que le CO<sub>2</sub> », [Révolution énergétique](#), mai 2022.

<sup>3</sup> « *Early warnings and emerging accountability: Total's responses to global warming, 1971-2021* », C. Bonneuil, P.-L. Choquet, B. Franta, , [Global Environmental Change](#) 71, 102386 (2021)

<sup>4</sup> « *WG III contribution to the Sixth Assessment Report* », IPCC, technical summary (2022)

<sup>5</sup> « *"Carbon Bombs" - Mapping key fossil fuel projects* », K. Kühne, N. Bartsch, R. Driskell Tate, J.Higson, and A.Habet, [Energy Policy](#) (2022)

<sup>6</sup> « *IPCC: We can tackle climate change if big oil gets out of the way* », [The Guardian](#), 5 avril 2022

<sup>7</sup> 23 pays ont atteint un découplage absolu entre les émissions liées à la consommation et le PIB, et 32 entre les

---

émissions liées à la production et le PIB, cf partie 2.3.3, chapitre 2, WGIII, AR6.

<sup>8</sup> Dans le technical summary, on trouve "Mitigation pathways likely to limit warming to 2°C entail losses in global GDP with respect to reference scenarios of between 1.3% and 2.7% in 2050. In pathways limiting warming to 1.5°C with no or limited overshoot, losses are between 2.6% and 4.2%." Actuellement, la croissance mondiale est autour de 3%. Dans le rapport complet, on trouve "Absolute decoupling is not sufficient to avoid consuming the remaining CO<sub>2</sub> emission budget under the global warming limit of 1.5°C or 2°C and to avoid climate breakdown. Even if all countries decouple in absolute terms this might still not be sufficient and thus can only serve as one of the indicators and steps toward fully decarbonizing the economy and society". (...) "Economic growth (measured as GDP) and its main components, GDP per capita and population growth, remained the strongest drivers of GHG emissions in the last decade, following a long-term trend. (...) The decades-long trend that efficiency gains were outpaced by an increase in worldwide GDP (or income) per capita continued unabated in the last ten years. (...). In a systematic review, Mardani et al. found that in most cases energy use and economic growth have a bidirectional causal effect, indicating that as economic growth increases, further CO<sub>2</sub> emissions are stimulated at higher levels; in turn, measures designed to lower GHG emissions may reduce economic growth. (...) Recent trends in OECD countries demonstrate the potential for absolute decoupling of economic growth not only from territorial but also from consumption-based emissions, albeit at scales insufficient for mitigation pathways. ». Extraits de « WG III contribution to the Sixth Assessment Report », IPCC (2022)

<sup>9</sup> C. Gollier s'est déjà prononcé à de multiples reprises sur la nécessité de la décroissance productive, notamment dans le rapport « Les grands défis économiques » (2021). Par exemple : « Nos habitudes de consommation doivent changer radicalement pour réduire la part des produits et des services à forte intensité carbone et pour favoriser les circuits courts. » « L'urgente nécessité d'agir justifie une vaste série d'interventions, telles que (...) l'interdiction de certains produits et services » « Si nous décidions collectivement de réagir au danger, nous devrions tous accepter, d'une façon ou d'une autre, des modifications parfois dérangeantes de nos modes de vie. ». Son point de vue récent sur la compatibilité de cette décroissance productive avec la croissance économique – notamment au vu du contenu du dernier rapport du GIEC – ne nous est pas connu, et n'a pas été exprimée au cours de ce colloque.

<sup>10</sup> Pour respecter (avec une chance sur deux) l'objectif de l'accord de Paris d'une limitation du réchauffement climatique à +1,5°C, il faut que les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> commencent à décroître au plus tard en 2025 pour atteindre une baisse de 50 % en 2030 par rapport à 2019. Cela correspond à une baisse de 8%/an si les émissions commencent à décroître aujourd'hui, et d'au moins 12 %/an si les émissions ne commencent à décroître qu'en 2025. Cf « WG III contribution to the Sixth Assessment Report », IPCC, technical summary (2022)

<sup>11</sup> « Banking on climate chaos », [Fossil Full Finance Report](#), 2022.

<sup>12</sup> « Les ONG dénoncent le « chèque en blanc » de 8 milliards accordé par les banques à TotalEnergies », [Les Echos](#), 17 mai 2022.

<sup>13</sup> Les premiers théoriciens de l'économie libérale comme Ricardo l'utilisaient déjà pour justifier les dégâts sociaux de l'industrialisation naissante. Ils déploraient explicitement la disparition de l'artisanat, l'augmentation des inégalités, l'aliénation des ouvriers, mais y voyaient un mal nécessaire pour ne pas sombrer au sein de la grande compétition mondiale.

<sup>14</sup> « Le cas échéant, le passage à des régimes alimentaires comportant une part plus importante de protéines végétales, une consommation modérée d'aliments d'origine animale et une réduction de la consommation de graisses saturées pourrait entraîner une diminution substantielle des émissions de GES. Les avantages comprendraient également une réduction de l'occupation des sols et des pertes de nutriments dans le milieu environnant, tout en offrant des avantages pour la santé et en réduisant la mortalité liée aux maladies non-transmissibles liées à l'alimentation ». « WG III contribution to the Sixth Assessment Report », IPCC, technical summary (2022). Voir aussi « IPCC Special Report on Climate Change, Desertification, Land Degradation, Sustainable Land Management, Food Security, and Greenhouse gas fluxes in Terrestrial Ecosystems », IPCC (2019).

<sup>15</sup> « Do grasslands act as a perpetual sink for carbon? », P. Smith, [Global Change Biology](#), 20, 2708 (2014).

<sup>16</sup> Même une prairie jeune ne permet pas de compenser les émissions de méthane des ruminants qu'elle nourrit, sachant que la densité moyenne de vaches/ha est supérieure à 1 sur la plupart des prairies françaises. En effet, une vache émet au minimum l'équivalent de 2,2 t/an en équivalent CO<sub>2</sub> alors que la séquestration est de moins de 2t/an/ha en équivalent CO<sub>2</sub> en moyenne les vingt premières années après la conversion d'une culture annuelle en prairie. Voir « Evaluation quantitative des émissions de méthane entérique par les animaux d'élevage en 2007 en France. », M. Vermorel, J. P. Jouany, M. Eugène, D. Sauvant, J. Noblet, J. Y. Dourmad, Productions animales 21, 403 (2008), et « Des prairies pour stocker du carbone », [F. Gastal](#) (2018)

<sup>17</sup> Sans oublier qu'en France, outre les prairies, les ruminants utilisent aussi 5,5 millions d'ha de cultures annuelles pour la production de grains et fourrages complémentaires.

---

<sup>18</sup> Il convient de rappeler que l'Initiative 4/1000 avait justement fait partie des exemples illustrant les « mirages techno-scientifiques » dans une conférence organisée en 2019 par l'Atécopol. Un chercheur agronome à l'INRA avait présenté le bilan de travaux de recherche plus récents qui invalident le postulat initial du 4/1000 sur le potentiel de stockage mondial des sols, et questionnent fortement sa version actuelle. Voir « *Sauvés par les promesses de technoscience ?* », Atécopol (2019), [conférence enregistrée](#) à regarder à partir de 32 min 30s.

<sup>19</sup> « *Rôle des sols dans l'atténuation du changement climatique (approche agronomique)* », S. Pellerin, [conférence Université Grenoble-Alpes](#), 20 septembre 2021. Voir également « *Stocker 4 pour 1000 de carbone dans les sols : le potentiel en France* », [INRAE](#) (2019).